



Construction des nouvelles tribunes, vestiaires et espace de réception du stade de rugby de Nantua

Marché de Maîtrise d'œuvre Règlement de Consultation (RC) Phase Candidature

Référence du document : V2
Date du document : Avril 2025

Sommaire

DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1. Objectif	3
2. Objet.....	5
3. Organisation de la Maîtrise d’Ouvrage	6
3.1 Maître de l’Ouvrage	6
3.2 Secrétariat du concours	6
3.3 Jury.....	7
4. Concurrents.....	7
5. Organisation générale du concours	8
ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA PHASE CANDIDATURE	9
1. Composition du dossier de consultation	9
2. Présentation du Dossier de candidature	9
3. Remise du dossier de candidature	11
3.1. Mode de transmission du dossier de candidature	11
3.2. Date limite de réception des candidatures	11
3.3. Renseignements complémentaires.....	11
4. Modalités d’examen et de jugement des candidatures	12
5. Critères de jugement des candidatures.....	12
6. Mission du jury en phase candidature et choix des équipes retenues	13
ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA PHASE PROJET.....	14
1. Invitation à concourir.....	14
2. Jugement du concours	14
8.1. Critères de jugement des prestations et des projets	14
8.2. Indemnités	14
SUITES DONNÉES AU CONCOURS.....	16
1. Publication des résultats	16
2. Marché de Maîtrise d’œuvre	16
3. Forme juridique que devra revêtir le groupement des prestataires de services lors de l’attribution du marché.....	17
4. Délais et validité des offres	17
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	18
1. Dématérialisation : conditions d’envoi et de remise des plis	18
2. Application du règlement.....	19
3. Procédures de recours	19
4. Droits de propriété et publicité des objets.....	19
5. Modifications au dossier de concours.....	19
6. Déclaration sans suite	20
ANNEXES	20



DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Objectif

Le Maître d'Ouvrage souhaite que cette opération de reconstruction des nouvelles tribunes de 700 places, vestiaires et espace de réception du stade de rugby de Nantua permette d'accompagner le club historique US Nantua Haut-Bugey Rugby dans sa montée en Fédérale 1 en mettant à niveau les structures d'accueil des spectateurs et les locaux dédiés aux sportifs. L'atteinte des demandes du cahier des charges de Fédérale 1 est un impératif du projet.

Les objectifs du MOA sont les suivants :

- *Respecter les demandes du cahier des charges de Fédérale 1 (catégorie B)*
- *Construire une tribune d'une capacité de 700 places en structure dure*
- *Construire en base sur un seul niveau de rez-de-chaussée (compris la hauteur de la tribune)*
- *Anticiper une surélévation en option pour l'accueil de l'espace de réception partenaires*
- *Permettre l'accueil de match de gala avec des espaces de vestiaires complémentaires*

Description du projet

Le site du projet est situé à l'adresse suivante : Stade Jean-Luc Doy, Avenue du Camping, 01130 Nantua.

La tribune existante, de fin des années 80 et de faible capacité d'accueil (276 places), accompagnée de ces extensions du début des années 2000 seront remplacés dans le cadre de ce projet par ce nouvel équipement.

Le site accueille aujourd'hui les activités et services suivants :

- Terrain de rugby, pelouse synthétique, 73 m x 124 m
- Tribune de 276 places
- Club house avec réception de 99 personnes
- Guichet/billetterie
- Bancs de touche et abri pour les référés
- Boutique du club de rugby
- Gymnase

Afin de répondre aux besoins et à la vétusté de l'ouvrage, la commune de Nantua a pour objectif de réaliser une déconstruction de l'existant pour la réalisation d'une tribune couverte de 700 places avec les locaux annexes.

Le projet se déploiera sur environ 1 455 m², compris 460 m² de tribune couverte.

Le projet devra être conçu de manière à accueillir une surélévation ultérieure (salle de réception des partenaires, loges)

Budget travaux de l'opération

Le budget travaux de l'opération est de 2, 600 millions d'euros hors taxes sur la base de la note programmatique fournie en annexe.

Planning prévisionnel de l'opération

Le planning prévisionnel du projet et de la consultation est le suivant :

- Consultation MOE (Candidatures) : Fin-Mai à Fin-Juin 2025
- Consultation MOE (Offres et analyse) : Fin-juin à Fin Janvier 2026
- Conception MOE : Février 2025 à Fin-Décembre 2026



- Consultation des entreprises : Octobre 2026 à janvier 2027
- Travaux : Janvier 2027 à janvier 2028

La réception du bâtiment est souhaitée par le MOA en janvier 2028.



2. Objet

Ce concours est un concours restreint sur « esquisse » organisé conformément aux dispositions de l'article L. 2172-1 du code de la commande publique (CCP) et organisé selon les dispositions des articles R. 2162-15 à R. 2162-26 du CCP.

Conformément à l'article R. 2172-2 du CCP, l'acheteur lance une procédure sans publicité ni mise en concurrence (en application de l'article R.2122-6) lui permettant de négocier avec le ou les lauréats, après le dépôt de l'offre, des conditions techniques, administratives et financières du marché de maîtrise d'œuvre. Si l'attributaire du marché est un groupement, le titulaire du marché sera un groupement conjoint dont le mandataire architecte sera solidaire.

La mission confiée sera une mission de base de maîtrise d'œuvre telle que définie par le livre IV du CCP et l'annexe 20 du même code précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Cette mission est « une mission de base » au sens de l'article R2431-4 du code de la Commande Publique. Elle comprend :

- La mise au point des études d'esquisse (ESQ) ;
- Les études d'avant-projet sommaire (APS),
- Les études d'avant-projet définitif (APD) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance à la passation des marchés de Travaux (ACT) ;
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA) ➔ Une mission complémentaire EXE partielle, dite EXE 1, sera réalisée par le MOE ;
- La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Ce contrat intégrera les autres missions de Maîtrise d'œuvre et les missions complémentaires suivantes :

- La coordination système de sécurité incendie (CSSI) ;
- les études d'exécution EXE partielles, (EXE 1) : fourniture des DQE et/ou des DPGF aux DCE.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est Services d'architecture, d'ingénierie et de planification (71240000).

La participation à la phase « Remise de Prestations » entraîne de la part des concurrents l'acceptation entière et sans réserve du présent Règlement, des documents contractuels qui lui sont annexés et qui devront être complétés, visés et signés par le mandataire, et des éléments qui composent le programme technique détaillé. Le non-respect total ou partiel des dispositions et règles du concours pourra entraîner l'exclusion des concurrents.

Réalisation de prestations similaires :

Si durant la phase de conception ou de chantier du présent marché, le Maître d'ouvrage est amené à réaliser des travaux complémentaires, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Ce nouveau marché devra être conclu avant la fin des travaux de la présente opération.

3. Organisation de la Maîtrise d’Ouvrage

3.1 Maître de l’Ouvrage

Le Maître de l’Ouvrage responsable de l’organisation du concours est :



Mairie de Nantua
655 Avenue de l’Europe
38334 Montbonnot
www.nantua.fr

Le Maître de l’Ouvrage s’est adjoint d’une Assistance à Maîtrise d’Ouvrage :



PROFILS Consultants
Agence Auvergne Rhône Alpes
132 rue Bossuet, Centre Regus
69006 Lyon
www.profil-consultants.fr

3.2 Secrétariat du concours

Le Maître d’Ouvrage – Mairie de Nantua – assure le secrétariat du concours.
Tout échange se fera via la plateforme : <https://marchespublics.ain.fr>

Ce dernier enregistre les candidatures et, le cas échéant, demande à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidatures dans un délai approprié et identique pour tous.

Le secrétariat a notamment pour mission de faire respecter la règle de l’anonymat des prestations remises par les concurrents.

Dès réception des plis, le secrétariat du concours recensera les prestations remises. Il vérifiera le respect de l’anonymat avant d’identifier le projet par un code confidentiel pour le transmettre à la commission technique pour analyse factuelle.

Si le secrétariat du concours constate que l’anonymat n’est pas totalement respecté, il prendra toute mesure appropriée pour le rendre effectif jusqu’à l’avis et le classement des projets par le jury.

En outre, il est chargé de transmettre à chacun des concurrents, avant la tenue du jury, la partie du rapport de la commission technique qui le concerne et de transmettre pour lecture au jury les réponses reçues en respectant l’anonymat.

3.3 Jury

Pour ce concours le jury est ainsi composé :

Collège de personnalités membres de droit (4), avec voix délibérative

- ✓ Le Président de la commission d'appel d'offres,
- ✓ Les deux membres de la commission d'appel d'offres.

Collège de personnalités qualifiées (2), avec voix délibérative, désignés par arrêté du Maire

- ✓ Un architecte proposé par le CAUE de l'Ain
- ✓ Un architecte proposé par l'Ordre des architectes de Rhône-Alpes,

Collège de personnalités présentant un intérêt particulier au regard de l'objet du concours (2), avec voix consultative :

- ✓ L'architecte des Bâtiments de France
- ✓ Un représentant de la Fédération Française de Rugby

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres du jury est présente. Ce quorum se calcule en prenant en compte la totalité des membres du jury.

La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Par ailleurs, le jury pourra auditionner toute personne susceptible de lui apporter des informations utiles.

4. Concurrents

Le concours s'adresse à **trois** équipes pluridisciplinaires de concepteurs choisies en fonction de leurs compétences, de leurs moyens techniques et de leurs références sur des opérations de même nature, notamment des opérations de construction sportifs, avec accueil de spectateurs, ou de complexité équivalente.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels soit en qualité de membre d'un groupement.

Le groupement présentera obligatoirement et a minima les compétences suivantes :

- **Architecte mandataire DPLG ou DE-HMONP** (avec présence obligatoire d'un architecte inscrit à l'Ordre des architectes ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85-384 CEE du 10 juin 1985) ayant une expérience dans la construction d'équipements sportifs, avec accueil de spectateurs, ou de complexité équivalente
- **Structures**
- **VRD**
- **Fluides (CVC, plomberie sanitaire), thermique, électricité (CFO/CFA)**
- **Haute qualité environnementale**
- **Economie de la construction**
- **Acoustique**
- **CSSI**

Nota : Si l'équipe de maîtrise d'œuvre ne comporte pas a minima les compétences écrites ci-dessus, sa candidature sera déclarée irrecevable.

Dans le cadre de la composition des équipes, le Maître d'Ouvrage souhaite imposer les règles suivantes :

Compétences	Règles imposées
Architecte mandataire DPLG ou DE-HMONP	Il ne sera pas possible de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements. Ainsi un même architecte ne peut être candidat que dans une seule équipe.
Structures	
VRD	



Compétences	Règles imposées
Fluides (CVC, plomberie sanitaire), thermique, électricité (CFO/CFA)	
Haute qualité environnementale	Pourra être portée par un BET
Economie de la construction	Compétence externe au cabinet d'architecte principal
Acoustique	
CSSI	

- Dans le cas d'un groupement de BET, le maître d'ouvrage exige la désignation d'un chef de projet / interlocuteur technique unique du maître d'ouvrage. Le nom et le CV de celui-ci sera obligatoirement joint au dossier de l'offre.

La composition des équipes ne pourra pas être modifiée entre la remise des candidatures et la remise des prestations.

En cas de groupement, la forme du groupement est libre, à l'issue de l'attribution du marché, le groupement attributaire devra adopter la forme du groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Ne peuvent concourir et participer aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement, les personnes qui auront pris part à l'organisation et au déroulement du concours, à l'élaboration du programme, les membres de leur famille, descendants ou ascendants et leurs collatéraux, leurs associés, groupés ou ayant des intérêts professionnels communs, ainsi que les membres du jury.

Les équipes de concepteurs admises à concourir seront désignées par le Maître d'Ouvrage après avis du Jury.

5. Organisation générale du concours

La compétition se déroulera en 2 phases :

- Phase candidatures : après proposition du jury, le Maître d'Ouvrage procédera, à la sélection de 3 équipes pluridisciplinaires suivant les critères de sélection détaillés dans le présent règlement ;
- Phase projet : les équipes admises à concourir recevront le programme technique détaillé de l'opération et ses annexes, et seront appelées à fournir une esquisse.

A titre indicatif et non contractuel, le calendrier prévisionnel relatif aux différentes phases du concours :

- Date limite de réception des candidatures : Lundi 30 Juin à 12heures00
- Date prévisionnelle du jury de sélection des candidatures : Mi septembre 2025
- Envoi du Dossier de consultation aux trois candidats retenus : Fin septembre 2025
- Visite de site obligatoire : Première partie d'octobre 2025
- Date limite de réception des offres (Esquisse) : lundi 01 décembre 2025
- Date prévisionnelle du jury de sélection du projet lauréat : Mi-janvier 2026
- Date prévisionnelle de notification du marché de maîtrise d'œuvre au titulaire après négociation : février 2026



ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA PHASE CANDIDATURE

Le dossier complet de consultation des concepteurs sera mis à disposition du mandataire de chaque équipe sur le profil acheteur de la plateforme :

<https://marchespublics.ain.fr>

Les soumissionnaires pourront s'identifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

1. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation mis à disposition aux différents candidats, comporte les documents suivants :

- Les pièces administratives du marché de maîtrise d'œuvre
 - Le règlement de consultation comprenant les principales données du programme de l'opération
- Les cadres fournis et à remplir obligatoirement :
 - L'annexe 1 du RC, cadre de réponse Excel composé de 3 onglets à compléter (à remettre au format **Excel**)
 - L'annexe 2 du RC, cadre de réponse .ppt composé de 3 slides à compléter (à remettre au format **Powerpoint**)

Le programme complet et ses annexes seront ensuite mis à disposition des candidats retenus pour participer au concours sur le profil acheteur <https://marchespublics.ain.fr>.

2. Présentation du Dossier de candidature

Pour une lecture agréable, merci de présenter les dossiers dans l'ordre proposé ci-dessous :

A. Dossier administratif :

1. Une Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants ou équivalent précisant la composition du groupement et le mandataire.
2. L'annexe 1 du RC dûment remplie au format Excel. Cadre de réponse composé de 3 onglets (Composition – Effectifs – CA, Administratif - Technique, Références du groupement)
3. L'annexe 2 du RC dûment remplie au format .ppt Présentation graphique de 3 références de l'architecte mandataire
4. Le mandataire présentera la candidature du groupement en complétant le formulaire DC1.
5. Chacun des membres du groupement remettront le formulaire DC2. Les justificatifs seront vérifiés auprès des candidats susceptibles d'être sélectionnés en qualité de candidats retenus pour participer au concours et seront obligatoirement fournis par le futur attributaire du marché.
6. En cas de recours à la sous-traitance, il convient de remplir le formulaire DC4 pour chacun des sous-traitants.

7. Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.
8. Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
9. Les Attestations d'assurances en responsabilités civile et décennale en cours de validité afin de permettre au Maître d'Ouvrage de vérifier le niveau approprié d'assurance des risques professionnels.
10. L'attestation de l'inscription à l'Ordre des Architectes pour l'architecte mandataire et pour l'(les) architecte(s) cotraitant(s) éventuel(s).
11. Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce (extrait Kbis ou document équivalent).
12. Pour chaque membre du groupement, déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
13. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

B. Dossier technique :

1. Une note d'organisation relative à la répartition des missions au sein l'équipe constituée. Il devra entre autres présenter un organigramme général par phase (études / chantier) présentant les différents membres du groupement, leur rôle et le nom du ou des responsables de l'opération pour chacune des entités. **Nota : L'interlocuteur technique unique du Maître d'Ouvrage devra être identifié.** En effet, il représentera le groupement lors des COPIL/COTECH. Il sera bien sûr possible de faire intervenir d'autres membres du groupement selon les besoins de la réunion. (3 pages A4 recto maximum)
2. Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise responsables de prestations de même nature que celles du marché.
3. Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants.
4. Concernant les références de l'architecte, motivations du choix et présentation détaillée de 3 références (Annexe 1 et 2 du RC) d'opération de nature, surface et complexité au moins équivalentes, réceptionnées depuis moins de 5 ans
5. Concernant les références du/des BET, présentation détaillée de 3 références par co-traitant (Annexe 1 du RC) d'opération de nature, surface et complexité au moins équivalentes, réceptionnées depuis moins de 5 ans ou en cours d'exécution.

A titre d'information, le marché ne pourra être attribué qu'après réception par le Maître d'Ouvrage des certificats ou déclarations précisés ci-dessus.



3. Remise du dossier de candidature

3.1. Mode de transmission du dossier de candidature

La transmission par voie électronique est obligatoire.

La présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats de déposer leur candidature sur la plateforme :

<https://marchespublics.ain.fr>

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite d'un marché papier. Aussi les documents éventuellement transmis par voie électronique seront re-matérialisés pour la formalisation du marché.

3.2. Date limite de réception des candidatures

Les candidatures devront être remises avant :

Lundi 30/06/2025 avant 12 h dernier délai

3.3. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur seraient nécessaires pour présenter leur candidature, les candidats devront faire parvenir au plus tard le **18 juin 2024** une demande écrite via la plateforme de dématérialisation.

Une réponse commune sera alors adressée en temps utile, via la plateforme de dématérialisation, à tous les candidats ayant retiré le règlement d'appel à candidatures, s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de la candidature, et ce, au plus tard, le **23 juin 2025**.

Les candidats devront s'assurer de la bonne réception de leurs questions dans les délais. Il ne sera procédé à aucune réponse pour les questions arrivées hors délai.

Il est rappelé aux candidats que pour être destinataires des réponses, ils doivent impérativement s'identifier avec une adresse courriel valide lors du retrait du règlement de l'appel à candidatures.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, les dispositions précédentes seront aménagées en fonction de cette nouvelle date.

4. Modalités d'examen et de jugement des candidatures

Seuls peuvent être ouverts, les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixée dans le présent Règlement de Consultation.

Le responsable des marchés enregistre les documents relatifs à la candidature.

La liste des candidats admis à remettre une offre sera arrêtée par le **Maître d'Ouvrage**.

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues ci-dessous :

- l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de 5 jours via la plateforme de dématérialisation.
Il informe les autres candidats de la mise en œuvre de cette disposition.
- si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

A l'issue de l'analyse du contenu de la candidature, ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application du présent règlement de consultation.
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées et fixées dans le présent règlement de consultation.
- Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes.

5. Critères de jugement des candidatures

Après sélection des candidatures, le nombre maximum de candidats admis à concourir est de **3**.

Si le nombre de candidature recevables est supérieur à trois, sur la base des pièces justificatives remises lors du dépôt des candidatures, et après exclusion des candidats ne satisfaisant pas aux conditions de participation, la sélection des candidats admis à présenter une offre se fera selon les modalités définies ci-après :

Le jugement des candidatures sera effectué sur la base des annexes 1 et 2, repris dans le cadre de réponse dûment renseigné.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont les suivants :

- **Qualifications et qualités du candidat ou de l'équipe candidate :**
 - Sera analysé notamment au regard des moyens humains et matériels des candidats , et de l'organisation relative à la répartition des missions au sein de l'équipe constituée
- **Qualité des références fournies par l'architecte et le ou les BET :**
 - Les qualités des références idéalement pour des opérations neuves d'équipements sportifs, avec accueil de spectateurs, ou de complexité équivalente
 - Les qualités des références concernant des opérations de nature, surface et complexité au moins équivalentes, réceptionnées depuis moins de 5 ans.

6. Mission du jury en phase candidature et choix des équipes retenues

Première réunion du jury : le jury examine les candidatures et formule un avis motivé sur celles-ci en dressant un procès-verbal. Il revient au maître d'ouvrage de fixer la liste des candidats admis à concourir et d'informer de leur éviction les candidats non retenus.



ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA PHASE PROJET

1. Invitation à concourir

Le dossier complet de consultation des concepteurs sera mis à disposition du mandataire de chaque équipe sur le profil après décision du Maître d'Ouvrage arrêtant la liste des concepteurs sélectionnés pour la phase offre.

Une réunion d'information avec les candidats retenus pour la remise de l'offre suivie d'une visite du site obligatoire sera organisée par le Maître d'ouvrage.

Les détails seront transmis aux candidats retenus en phase candidature via le règlement de consultation de la phase projet.

2. Jugement du concours

8.1. Critères de jugement des prestations et des projets

Les membres du jury examinent les plans et projets présentés par les participants au concours de manière anonyme et en se fondant exclusivement sur les critères d'évaluation des projets définis ci-après.

Les indications mentionnées sous chacun d'eux ne constituent pas des sous-critères en soi mais des précisions sur les éléments qui permettront au jury d'apprécier le critère en question.

Les critères retenus sont les suivants :

Critère n°1- Valeur architecturale et insertions urbaine et paysagère (respect du programme fonctionnel, de l'organisation, des surfaces) (40%)

Critère n°2- Respect de l'enveloppe budgétaire : économie globale du projet (25%)

Critère n°3- Valeur environnementale et technique (20%)

Critère n°4- Planning et phasage / mode opératoire (15%)

Ces critères de jugement seront précisés dans le Règlement de Consultation de la phase projet.

8.2. Indemnités

Il est rappelé que les prestations à remettre par les concurrents admis à concourir seront du niveau esquisse. Dans ce cadre, une indemnité sera accordée à chacune des équipes ayant remis des prestations conformes au règlement de consultation.

Le montant de l'indemnité est fixé à **12 500 € HT**, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur.

Pour l'équipe lauréate cette indemnité lui sera versée en même temps que les autres candidats. Cette somme sera considérée comme acompte, et sera déduite des honoraires dus au titre de l'esquisse.



Cette indemnité pourra être réduite ou supprimée par le Jury dans les cas suivants, notamment :

- L'offre a fait l'objet d'un rejet au titre des travaux du jury
- La qualité de l'offre a été jugée insuffisante par le jury de concours
- La règle de l'anonymat n'a pas été respectée

Le versement de la prime aux candidats s'effectuera sur la base de la proposition du jury dans un délai de 50 jours suivant la date de notification du courrier de rejet aux candidats dont les projets n'auront pas été retenus.



SUITES DONNÉES AU CONCOURS

1. Publication des résultats

Les résultats seront communiqués aux concurrents, après la décision du Maître d’Ouvrage portant sur l'examen des propositions du Jury, dans un délai maximum de 2 mois après la réunion du Jury. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'organiser une exposition publique des projets.

2. Marché de Maîtrise d’œuvre

A l'issue du concours, les concurrents seront informés pour ce qui les concerne, des propositions du jury au maître de l'ouvrage et des décisions de ce dernier.

Le candidat dont l’offre est retenue en est informé par courrier.

Le candidat auquel il sera envisagé d’attribuer le marché produira dans le délai de 7 jours à compter de la demande présentée par le Maître d’Ouvrage :

- Un extrait de casier judiciaire attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d’interdiction de soumissionner
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- Une attestation d’assurance

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu’à la fin de l’exécution du marché.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le lauréat dont la proposition aura été retenue se verra attribuer une mission de maîtrise d’œuvre pour les ouvrages de type bâtiment, complétée des éventuelles missions complémentaires précisées dans l’acte d’engagement. Le contenu de la mission de maîtrise d’œuvre et les modalités de sa réalisation sont définis dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Le forfait de rémunération de la mission de maîtrise d’œuvre sera arrêté après négociation avec le Maître de l'ouvrage et devra tenir compte de la fourniture des divers dossiers administratifs nécessaires au bon déroulement de l'opération (Commission des sites, étude d'impact, dossiers pour les services départementaux, autorités de tutelles diverses ou organismes financiers, etc....).

Au cas où, à l'issue du concours, pour des raisons indépendantes de sa volonté, le Maître de l'Ouvrage ne pourrait procéder à la réalisation de tout ou partie du projet, il serait libéré de tout engagement vis-à-vis des concepteurs retenus et ceux-ci ne pourraient prétendre à un dédommagement quelconque autre que l'indemnisation prévue au titre du concours.

A l’issue du choix du titulaire du marché de maîtrise d’œuvre, celui-ci mettra au point l’esquisse portant sur l’ensemble du projet. A compter de la validation de la phase Esquisse, le maître d’œuvre entamera la mise au point de l’avant-projet sommaire.

3. Forme juridique que devra revêtir le groupement des prestataires de services lors de l'attribution du marché

La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, en cas de groupement conjoint, **le mandataire sera solidaire.**

4. Délais et validité des offres

La durée pendant laquelle les concepteurs seront engagés par leur offre est fixée à 180 jours à compter de la date de remise des offres.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

1. Dématérialisation : conditions d'envoi et de remise des plis

Les candidatures et les offres devront être transmises dans les conditions techniques suivantes :

- Le pli électronique doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de consultation.
- Il devra parvenir à destination avant la date et heure limites de réception des offres indiquées dans le Règlement de Consultation.
- Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et heure limites de réception des offres.
- Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.
- Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.
- Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'a pas été reçu. Le candidat concerné en sera informé.
- Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis dans les délais impartis par voie électronique et comportant obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique des documents n'est pas exigée lors du dépôt des offres relatives à cette consultation. Elle sera demandée au stade de l'attribution du marché au seul candidat retenu.

Rappel : L'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique en application au 1er octobre 2012 impose l'utilisation de nouveaux certificats de signature, à la norme RGS niveau ** ou ***. Les anciens certificats à la norme PRIS V1 ne sont plus acceptés depuis le 18 mai 2013.

La signature est au format XAdES, CAdES PAdES.

L'absence de signature électronique ou le fait que la signature ne soit pas valide, conduira à rejeter l'offre. En aucun cas la copie de sauvegarde ne sera ouverte pour ce motif, puisque la transmission électronique s'est déroulée avec succès.

2. Application du règlement

La remise des prestations par les concurrents comporte leur acceptation des clauses du règlement du concours.

3. Procédures de recours

L'organisme chargé des recours est le **Tribunal Administratif de Lyon** dont l'adresse est la suivante :

Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03
tél. : 04 87 63 50 00
fax : 04 78 14 10 65
greffe.ta-lyon@juradm.fr
<https://lyon.tribunal-administratif.fr>

- Recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision faisant grief.
- Référé précontractuel conformément aux dispositions de l'article L. 551-1 du code de justice administrative, pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat.
- Recours contractuel dans un délai d'un mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne (décret n° 2009-1456 du 27 novembre 2009).
- Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du contrat et/ou référé suspension (article L. 521-1 du code de justice administrative) dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article R. 421-1 du code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction exercé par tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, assorti le cas échéant de demandes indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (conséquence de la jurisprudence du Conseil d'Etat du 16 juillet 2007, Société Tropic Travaux Signalisation - req. n° 291545).

4. Droits de propriété et publicité des objets

Les participants restent propriétaires de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle associés à leurs prestations.

Ils permettent toutefois à l'acheteur d'utiliser leurs prestations dans le cadre d'une exposition publique des projets, soit dans le cadre d'une diffusion physique, soit dans le cadre d'une diffusion numérique, après la publication des résultats du concours.

5. Modifications au dossier de concours

Dans le cas où le Maître de l'ouvrage serait dans l'obligation d'apporter des modifications mineures ou des précisions au dossier de consultation des concepteurs admis à concourir, il se réserve la possibilité de le faire au plus tard deux semaines avant la date fixée pour la réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété.

6. Déclaration sans suite

Pour un motif d'intérêt général motivé, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure. La déclaration sans suite peut intervenir à tout moment de la procédure jusqu'à la signature du marché, et ce sans délai, même si ce dernier a été attribué. Le candidat retenu, quand bien même le marché lui est attribué, ne peut prétendre à aucune indemnité compensatoire en raison de l'absence de droit acquis à la signature du contrat.

ANNEXES

Le présent règlement de concours (phase candidature) comprend les annexes suivantes :

- L'annexe 1 du RC, cadre de réponse excel composé de 3 onglets à compléter
- L'annexe 2 du RC, cadre de réponse ppt composé de 3 slides à compléter

Une note succincte de programmation est également jointe au dossier de consultation.

En cas de contradiction entre le présent règlement de concours (phase candidature) et l'annexe, le règlement de concours (phase candidature) prime sur les annexes.

Les annexes Fiches espaces, Dossier de site notamment seront remises en phase « Projet ».